

# BOUGE

---

LE BULLETIN DE LIAISON DU

C.I.A.F.T.

Vol.2 No 2  
Mai 1984

## TABLE DES MATIERES

1. Mot de la présidente.....	1
2. Dossiers et actions du CIAFT.. . . . .	3
- Aide sociale.....	3
- Relance. ....	8
- Education des adultes.....	9
- Micro électronique.....	12
3. Réflexions de la permanente.....	13
4. Nouvelles brèves des tables régionales de concertation.....	14
5. Annonces-et-vous.....	18
6. Ouvertures de postes.....	22
7. Sondage sur vos besoins de formation.....	23

---

## 1. MOT DE LA PRÉSIDENTE

Chères membres,

Il est d'usage, paraît-il, que la nouvelle présidente d'une nouvelle association écrive quelques mots à "ses membres" lors de la parution d'un bulletin d'information! Dois-je me soumettre à l'usage? Si oui, sur quel ton? Le sérieux, le badin, l'humoristique? Quel est l'usage? Je ne sais. Alors je choisis de vous livrer comme à des amies ce qui se vit au CIAFT, ce que je vis dans mon nouveau rôle de présidente.

C'est avec l'ardeur des débutantes que chaque membre du Conseil d'administration, depuis janvier dernier, s'est mise à la tâche. Beaucoup de projets stimulants se réaliseront grâce à l'organisation de différents comités de travail dont voici la liste:

Comité socio-économique: responsable Huguette Limoges.

Etude du projet de "Relance économique."  
Poursuite du dossier aide sociale.

Comité financement: responsable Suzanne Blâche.

Recherche de subvention et modalités de financement.

Comité communication:

Bulletin de liaison: responsable Ginette Lamarre Cyr.  
Tables régionales de concertation: responsable Luce de Bellefeuille.

Comité Education/formation/information

Etude du projet de loi sur l'Education des adultes. (Projet ponctuel). Responsable Claudette Lafrenière.  
Intervention féministe. Responsable Lise Roy.  
Travail non traditionnel et autres. Responsable Jacqueline Jacques.

Statuts et règlements: responsable Denise Marquis.

Etude du membership

Sciences et technologie: responsable Claudette Lafrenière

Participation à la conférence socio-économique sur l'électronique et l'informatique.

Possibilité d'une enquête sur les femmes en recherche d'emploi ayant une formation en sciences ou en technologie.

Comme vous le constatez beaucoup de pain sur la planche! Pour éviter que ces divers comités ne vivent de l'esoufflement nous avons besoin de votre implication... de vos énergies... de vos idées... Nous avons déjà la collaboration de quelques membres assidues, mais il en faut davantage!

Il est vrai que nous ne sommes qu'à nos premiers mois d'existence, mais pour ne rien vous cacher, en ce moment c'est le débordement. Tant par les nouvelles implications du CIAFT, les problèmes inattendus de financement, l'urgence d'actions ponctuelles à réaliser, que par la démission de notre permanente bien-aimée Lise Doyle. En effet, Lise quitte la permanence du CIAFT après y avoir consacré plus de 3 années de sa vie professionnelle avec tout ce que cela a comporté de joies et de peines...

Nous désirons ici lui rendre hommage.

Chère Lise,

C'est grâce à ton dynamisme, ta détermination, ta capacité de te donner des alliées, que tu as su mener à terme cette idée de regroupement des intervenantes centrées sur le retour au travail des femmes. C'est grâce à ton courage et à tes convictions que tu as accepté des conditions de travail difficiles pour "mettre au monde" le CIAFT. Sache que nous apprécions le rôle important que tu as joué et que nous en sommes plus que reconnaissantes pour nous... et pour toutes les femmes que tu portais dans ton coeur en réalisant ce projet. il ne nous reste qu'à te souhaiter bonne chance dans ta vie professionnelle et à espérer que nous continuerons à te compter parmi nos précieuses collaboratrices...

A très bientôt,

Claudette Lafrenière  
Prés.

P.S. Celles qui désireraient avoir une plus grande implication au CIAFT, communiquez avec la permanence. 844-0760.

## 2. DOSSIERS ET ACTIONS DU CIAFT

### MEMOIRE SUR L'AIDE SOCIALE

Recommandations

Informations

---

Semaine du 12 mars - Les journaux sont remplis de compte-rendus de la conférence de presse que vient de donner madame Pauline Marois, ministre de la Main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu, au sujet des mesures adoptées relativement au plan de relance annoncé par le premier ministre Lévesque en novembre dernier.

Ce qui frappe en tout premier lieu est l'aspect "réaménagement de l'aide sociale" de ce plan de relance. Et tout de suite après, la constatation que ce plan ne vise que les assistés sociaux de moins de 30 ans. Nulle part n'avons-nous vu de mesures touchant les femmes chefs de famille qui ont, hélas, plus de 30 ans!

Et pourtant, de telles recommandations existent. Le Conseil d'Intervention pour l'Accès des Femmes au Travail (CIAFT) a travaillé un an sur un mémoire visant à modifier la loi d'aide sociale pour les femmes chefs de famille et bénéficiaires d'aide sociale. Les principales recommandations sont les suivantes:

A- Par rapport au retour aux études  
(pour améliorer leur niveau d'employabilité)

1. Permettre à ce groupe de femmes de terminer des études secondaires, même si leur but professionnel n'est pas encore fixé, tenant compte du rattrapage qu'ont à faire beaucoup de femmes en ce domaine. Et mettre à leur disposition pour les frais scolaires, s'il y a lieu, un montant de \$500. qui est déjà prévu pour certains cas de formation professionnelle.

2. Pour celles que le CEGEP ou l'université intéresseraient, qu'elles puissent continuer à recevoir les prestations du B.E. afin d'assurer à leur famille la même sécurité financière qu'auparavant, ainsi que préserver la couverture en besoins spéciaux. Pour couvrir leurs frais de scolarité, elles pourraient avoir recours aux prêts et bourses comme n'importe quel étudiant. Cependant, elles pourraient garder de ce montant de prêts et bourse l'équivalent d'un revenu de travail, tel que prévu par la loi même. (Voir: retour au travail en B-1)
3. On réclame aussi qu'on tienne compte des frais de garderie, ainsi que des frais de déménagement, s'il y a lieu de se rapprocher d'une institution d'éducation.

#### B- Retour au travail

1. Si la bénéficiaire, à cause de raisons personnelles, choisit de retourner sur le marché du travail à temps partiel, que soit indexé le montant d'exemption du revenu de travail; actuellement de \$40./adulte/mois, et \$5./enfant, il deviendrait \$120./adulte/mois et \$14./enfant.
2. Lorsque le retour au travail s'effectue à plein temps, il est actuellement prévu que le mois suivant son retour au travail, la bénéficiaire reçoive sa pleine prestation du B.E. A cause des coûts inhérents au fait de travailler, nous demandons que, dans tous les cas, deux mois de double revenu lui soit assurés, c'est-à-dire son revenu de travail plus les prestations d'aide sociale.

#### C- Notion de conjoint

Nous réclamons, en outre, que soit abolie la notion de conjoint qui permet au B.E. de couper les prestations d'aide sociale si la preuve est faite qu'une assistée sociale vit avec un partenaire.

Etant donné que nos enfants sont et resteront notre responsabilité même si nous formons temporairement ou à plus long terme un autre couple, et attendu que l'autonomie financière des femmes ne doit pas être soumise à sa vie sexuelle, nous ne pouvons pas endosser la mentalité du B.E. qui, selon nous, perpétue ainsi la dépendance des femmes à l'égard des hommes.

POUR TOUTES CES RAISONS, il faut trouver cette année des terrains de lutte pour que cette loi soit modifiée.

Le CIAFT a entrepris diverses actions récemment dans le but de faire connaître le mémoire d'aide sociale, avant et pendant la semaine du 8 mars, journée internationale de la femme.

#### 1. AU NIVEAU PROVINCIAL

Le coup d'envoi a été donné lors d'une conférence de presse à Montréal, le 29 février 1984. Malheureusement, nous avons été presque "englouties" par la démission de Pierre E. Trudeau, annoncée le même jour et qui a accaparé, à Montréal tout le moins, tous les bulletins de nouvelles de 6:30 heures. La nouvelle est quand même passée, le 29 février à Télé-Métropole à 10:30 heures.

Plusieurs émissions de radio et de télévision, ainsi que des articles de journaux ont fait suite à la conférence de presse dans les jours qui ont suivi:

- |                          |   |
|--------------------------|---|
| - le 29 février:         | - CKAC "A votre service"                  |
|                          | - avec Claudette Lafrenière de TNT        |
| - le 1 <sup>e</sup> mars | - La Presse, article de Lisa Binsse       |
| - le 1 <sup>e</sup> mars | - Radio-Canada (télé) "Au jour le jour"   |
|                          | avec Claudette Lafrenière TNT             |
| - le 2 mars              | - CKVL (radio) "Frenchie Jarraud" avec    |
|                          | Francine Jeannotte de SORIF               |
| - les 2-3 mars           | - Le Devoir, article de Renée Rowan       |
| - le 5 mars              | - CBF (radio) une émission non identifiée |
|                          | avec Huguette Limoges, basée sur une      |
|                          | entrevue à la conférence de presse.       |
| - le 6 mars              | - CBF (radio) "Service à la communauté"   |
|                          | avec Claudette Lafrenière.                |

## 2. DANS LES REGIONS

Le CIAFT a quatre tables régionales qui ont travaillé ardu-  
ment à la promotion de ce mémoire:

### Québec

- des demandes d'appuis et de pétitions ont été envoyées la semaine avant le 8 mars à 40 groupes de femmes;
- la responsable régionale, Christiane Tessier est invitée pour parler du mémoire à un colloque regroupant des familles monoparentales les 17-18 mars;
- le mémoire a été envoyé à tous les députés provinciaux - au nombre de 8 - de la région 03.

- 1<sup>e</sup> mars
- 5 mars
- 7 mars
- 12 mars

- Le Soleil, article de Monique Giguère
- article dans le Journal de Québec
- émission à CKRL (radio)
- Radio-Canada (radio) "Présent" avec réplique de Mme Pauline Marois, rejointe durant l'émission pour commenter le mémoire.

### Mauricie/ Bois-Francs

- Demandes d'appuis et pétitions, là aussi à 40 groupes;
- communiqués dans les hebdomadaires locaux (certains ont déjà paru, d'autres sont à paraître);
- d'autres actions sont à prévoir, notamment un contact avec les députés de chaque région.

### Rive-sud

- 56 groupes ont été rejoints et sollicités pour signer des pétitions et invités à se regrouper par villes;
- communiqués dans les journaux locaux;
- les pétitions sont censées être remises aux députés locaux.



Montréal

- Appuis et pétitions envoyées à 5 députés et 2 ministres;
- communiqués dans les hebdomadaires;
- l'action se poursuivra tout au long de mars.

Voilà un fort battage publicitaire! Le CIAFT provincial a pourtant encore deux rendez-vous inscrits à son agenda sur le même sujet:

- le 21 mars, avec la ministre déléguée à la condition féminine, madame Denise Leblanc-Benty - pour lui faire connaître les recommandations et faire pression afin que l'aide sociale s'occupe véritablement des femmes chefs de famille;
- fin avril (la date reste à déterminer) avec la ministre de la main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu, madame Pauline Marois, dans le même but, et aussi pour lui présenter des avenues pour le groupe de femmes de plus de 30 ans non touché par le plan de relance. Présentement, un groupe de travail étudie ce plan de relance et cherche des voies possibles afin que les femmes ne soient pas encore les grandes perdantes dans cette reprise économique.

Il reste à souhaiter que tout ce travail porte des fruits dès cette année. Si vous voulez plus de renseignements sur ce sujet, n'hésitez pas à communiquer avec la F.A.F.M.Q.

Huguette Limoges  
16 mars 1984  
288-5224

COMITE DE TRAVAILPLAN DE RELANCE ECONOMIQUE

Le comité de travail sur le plan de relance économique du gouvernement provincial s'est formé le 23 février 84 et a tenu depuis, cinq rencontres. Il est composé de

Francine Jeannotte de SORIF  
 Denise Imbeau de Vie Nouvelle  
 Lyse Leduc de l'Enjeu  
 Evelyne Sheehy  
 Louise Crépeau, projet Relais du CIAFT  
 Lise Després de CEFACQ  
 Huguette Limoges de la FAMQ, responsable de ce comité au C/a.

Nicole Yergeau du TNT a également participé aux deux premières rencontres.

Le groupe privilégie la formule suivante; ne pas répondre textuellement au plan de relance tel que présenté par le gouvernement, mais rester près de notre expertise de la condition des femmes démunies que l'on retrouve en majorité dans nos groupes. Il s'agit donc de produire un document par étapes s'il y a lieu, à mesure que différentes personnes seront prêtes à aborder un point ou l'autre du programme. A chaque étape abordée, le document de travail sera remis au C/A qui le fera circuler à travers la province. Quant à nous, voici le plan que nous proposons:

1) au niveau de la formation

- formation de base
- politique des prêts et bourses
- formation en industrie

2) au niveau du travail

- les travaux communautaires
- le temps partiel
- le temps partagé

Nous avons donc laissé en suspens "l'entrepreneurship", "recherche et innovation", "formation professionnelle". Si donc vous avez des choses à dire à ce sujet, le champ vous est ouvert! Quant à nous, nous espérons avoir terminé notre travail avant l'été.

Huguette Limoges

## EDUCATION DES ADULTES

Les personnes qui étaient présentes au congrès de fondation du CIAFT en janvier dernier ont appris que nous nous étions jointes aux groupes de coalition réunis autour de l'ICEA pour se prononcer dans un "manifeste" sur une politique d'éducation des adultes.

Vous n'êtes pas sans savoir que le "projet d'éducation permanente" que vient de rendre public le gouvernement du Québec comporte certaines contradictions qui ont incité l'ICEA et les groupes de la coalition à demander une commission parlementaire pour mieux se faire entendre. Le gouvernement qui refuse une commission parlementaire a cependant proposé une rencontre nationale les 10 et 11 mai pour permettre notamment au Comité ministériel d'explicitier la politique gouvernementale et de discuter, sur la base des orientations contenues dans la politique, des modalités de sa mise en oeuvre et des objectifs et moyens d'action sous-jacents au projet de ventilation (distribution) des crédits additionnels 1984-1985.

Cinquante-quatre (54) groupes nationaux ont été invités dont le CIAFT avec la majorité des groupes de la coalition pour se partager 29 sièges (droits de parole) répartis entre: syndicats - patronats - institutions - groupes sociaux-économiques et autres. Les sept (7) groupes de femmes invités: la FFQ, l'AFEAS, Action-travail des femmes, Les femmes collaboratrices, le cercle des fermières, Action Education Femmes et le CIAFT se partageront 4 sièges.

Ces deux jours de débat auront exigé plusieurs rencontres de préparation pour décider ensemble sur quels clous on veut frapper. Même si l'éducation des adultes ne faisait pas partie des priorités du CIAFT pour l'année en cours, nous ne pouvions passer à côté de ce projet d'éducation permanente sans réagir, surtout que les femmes au-dessus de 34 ans sont ignorées dans ce projet du gouvernement qui vise les 15-34 et qui ne reconnaît pas encore la formation de base "gratuite". En plus de ces deux lacunes, le CIAFT veut insister pour que les préalables en mathématiques et en sciences nécessaires aux femmes pour envisager le virage technologique soient inclus dans cette politique. Nous insistons aussi lors de ces deux jours sur la qualité de la formation professionnelle auquel on doit faciliter l'accès aux

femmes ainsi que l'accessibilité aux programmes d'égalité des chances dans toutes les formations. Et si on obtenait tout cela... sans une politique de plein emploi... nous ne serions guère plus avancées. Voici le discours d'ouverture prononcé par Nicole Yergeau au nom du CIAFT.

CONFÉRENCE DU 10 MAI 1984 SUR L'ÉNONCÉ D'UNE POLITIQUE D'ÉDUCATION DES ADULTES

C.I.A F.T.

Le CIAFT, comme membre de la coalition, continue à demander la tenue d'une commission parlementaire sur la politique québécoise de l'éducation des adultes.

Cependant, afin d'améliorer les mesures énoncées à court terme, nous tenons à faire des recommandations au niveau de la formation professionnelle qualifiante, ainsi qu'au niveau des préalables essentiels à la formation professionnelle.

En formation professionnelle qualifiante, nous recommandons:

- 1) que le nombre de places réservées aux femmes désirant une formation non traditionnelle, plus spécifiquement dans les emplois porteurs d'avenir, soit augmenté pour obtenir une proportion équitable représentative de la main-d'oeuvre féminine, soit environ 47%;
- 2) qu'un programme d'action concertée soit rapidement organisé pour rejoindre et informer les femmes qu'il existe des places réservées en formation professionnelle;
- 3) que des allocations de budget spécifiques soient disponibles à très court terme pour en arriver à une déséxisation des contenus, du matériel et des pratiques pédagogiques dans les centres de formation professionnelle;
- 4) que la formation professionnelle soit orientée vers le développement de groupes d'habiletés essentielles communes à un éventail de métiers visant la polyvalence;

- 5) que les femmes hors du marché du travail aient accès gratuitement aux formations professionnelles à temps partiel;
- 6) que soient accordées aux entreprises des subventions conditionnelles à l'implantation des programmes d'accès à l'égalité;
- 7) que soient accordés des stimulants fiscaux aux entreprises dont le plan d'action favorise l'intégration des femmes à l'emploi;
- 8) que soient fournies aux P.M.E. des ressources nécessaires pour se doter d'un comité de formation et que les femmes y soient représentées.

En ce qui a trait maintenant aux préalables essentiels à la formation professionnelle, nous recommandons:

- 1) que des crédits spéciaux soient alloués pour répondre aux demandes actuelles des femmes qui désirent avoir un accès rapide à un recyclage gratuit en mathématiques et en sciences;
- 2) que des crédits spéciaux soient alloués pour effectuer des recherches sur les femmes ayant des difficultés d'apprentissage, plus particulièrement en mathématiques et en sciences;
- 3) que des programmes spéciaux soient élaborés pour sensibiliser les femmes aux technologies de pointe;
- 4) que le nombre de programmes de retour au travail soit diversifié et augmenté pour desservir des clientèles cibles différentes;
- 5) que ces mêmes programmes fournissent du support à l'intégration réelle à l'emploi.

Il est évident que les mesures que nous nous proposons ne peuvent exister sans l'accès à une formation de base gratuite. Ces mesures précises de rattrapage et d'accès à l'égalité sont les seules qui permettraient aux femmes d'atteindre le niveau minimal d'employabilité requis par le monde du travail. Enfin, la formation professionnelle pour être efficace doit être accompagnée d'une politique de plein emploi.

---

Le CIAFT se sent présentement un peu essoufflé dans ce dossier qui se mène de front avec les conférences sectorielles sur l'informatique et l'électronique des quelles je vous parle immédiatement puisque nous sommes dans les grands décorums (les 2 se tiennent dans des grands hotels)

Dossier micro électronique:

nous participerons les 22 et 23 mai prochain à la deuxième conférence sur l'électronique et l'informatique qui se tiendra à Montréal, celle-ci composée de 24 sièges dont un partagé par le CIAFT et la FFQ.

Qu'est-ce que ces conférences signifient pour le CIAFT qui vous représente? En terme de temps cela veut dire de se mettre au courant de toutes les réunions tenues par le quatre commissions depuis janvier dernier donc lire les procès verbaux sur les rencontres des commissions - se taper des documents - se donner de la formation et planifier à la lueur de cet amoncellement de littérature nos stratégies d'intervention. Arriverons-nous à la fin de ces 24 mois pendant lesquels se tiendront ces conférences à faire passer nos propositions? A "scorer" quelques points pour palier au grand écart qui existe encore entre les hommes et les femmes? Si nous ne réussissons pas à faire avancer la cause des femmes par nos revendications que nous avons publiées dans le dépliant du congrès et qui rejoignent celles que nous défendons, en éducation des adultes, nous pourrons toujours nous dire que nous avons entendu et lu beaucoup de choses sur l'informatique et l'électronique et que nous avons appris à travailler de façon efficace et solidaire avec d'autres groupes de femmes. Pardonnez-moi si je ne suis pas très optimiste aujourd'hui...

### 3. REFLEXIONS DE LA PERMANENTE

Il se peut que je sois un peu inquiète du fait que nous n'aurons pas d'argent avant la fin juin, que j'ai dû emprunter en me portant garante à la caisse populaire à la fois pour la subvention de \$32,270. que nous recevrons pour une année de fonctionnement et pour la dernière tranche du projet "Relais" qui tarde à entrer. C'est évident que nous n'aurons pas assez d'argent - c'est évident aussi que la prochaine permanente avec le C/A et le comité de financement devront se pencher sur d'autres sources de financement. Quant à moi, ce rôle ne me convient plus... Il me rend plutôt amère et ce n'est pas avec amertume qu'il faut travailler pour améliorer la condition des femmes. Je demeure membre active du CIAFT et continue à croire à l'importance de notre association surtout dans cette période de sortie de crise où tout est prétexte à retourner les femmes dans leur foyer. Le droit au travail n'est pas acquis pour les femmes... comment le prendre sans perdre trop de plumes? Comment se préparer à ce virage technologique qui nous a déjà fait perdre tant d'emplois?

C'est la vigilance sinon la lutte qui est de mise = mise en boîte - mise au pas - mise en tôle - mise en arrière - mais surtout pas soumises si nous voulons y arriver.

Lise Doyle

#### 4. NOUVELLES BRÈVES DES TABLES RÉGIONALES DE CONCERTATION

Comme vous le savez, le projet "Relais" qui a permis l'implantation des tables régionales de concertation du CIAFT s'est terminé le 23 mars dernier; heureusement, les tables demeurent et demeureront, nous osons croire, des noyaux importants de solidarité malgré l'absence des agentes de liaison: Christiane Tessier à Québec, Louise Dubuc à Trois-Rivières, Edith Engelmann-Bélanger à St-Jean sur le Richelieu, Mireille Landry et Louise Crépeau à Montréal qui ont mis beaucoup d'ardeur dans ce projet. Christiane est engagée temporairement au Centre Etape à Québec et les autres sont en recherche d'emploi. Quand va-t-on se sortir du fameux paradoxe: création permanente d'emplois temporaires?

Voici, en bref, un résumé de ce qui s'est passé autour de ces tables:

##### Montréal:

après avoir échangé de l'information, pris position sur les dossiers prioritaires du CIAFT les participantes ont envisagé divers modes de fonctionnement pour aboutir à se diviser en deux sous-comités qui se pencheraient:

un: sur les besoins de formation des intervenantes

deux: sur des outils de travail à échanger. L'échange se fait présentement sur leur expertise en "connaissance de soi".

Toutes les participantes ne faisant pas partie des deux comités issus de la table, elles en profitent lors de leur rencontre en grand groupe pour échanger sur les autres activités dans lesquelles elles sont impliquées. Le rythme des réunions se situe autour de six semaines pour donner aux comités le chance d'avancer dans leur travail.

On parle aussi d'inviter les répondantes à la condition féminine des centres d'emploi pour une rencontre à la table l'automne prochain.



Rive-sud:

Lors de leur 3<sup>e</sup> rencontre du 12 mars à Longueuil les intervenantes ont décidé de se faire donner une journée de formation en publicité. Objectif: comment publiciser nos services de manière à mieux recruter et rejoindre notre clientèle? La publicité devra être "at large" et atteindre toutes les femmes désirant retourner sur le marché du travail -

Clientèle plus jeune;

Clientèle insatisfaite des emplois à salaire minimum;

Clientèle insatisfaite d'être "maîtresse de maison".

Il y a eu une journée de préparation à cette formation du 10 avril pour que la personne ressource Jean Robert Sansregret soit en mesure de répondre aux besoins des intervenantes. La brochure comprenant les organismes impliqués dans le retour au travail de la Rive-sud se fera ensuite.

Québec:

La table s'est donnée comme but de répondre aux besoins de formation et d'information des intervenantes dans des programmes de retour au travail pour les femmes. Pour assurer la continuité et l'implication, une seule déléguée par programme serait membre de la table. Comme toutes les autres tables, lors de leur première rencontre, elles ont échangé sur leurs besoins et ceux de leur clientèle dans un atmosphère chaleureux. La prochaine rencontre se tiendra en septembre prochain et vous pouvez contacter Lise Roy vice-présidente du CIAFT au 522-1275 pour vous inscrire.

Trois-Rivières:

Lors de leur rencontre en mars dernier, les intervenantes se sont entendues pour organiser un colloque régional sur les femmes et le travail qui s'adresserait à toutes les femmes de la région. En plus, le 3 juin prochain, Louise Godbout du

Trois-Rivières: CEGEP Limoilou sera au "Pont" 450 rue Gervais à Trois-Rivières pour donner une formation en robotique. Une visite d'une demie-journée à l'UQTR suivra le lendemain où on pourra visionner des robots. Les frais d'inscription seront proportionnels à votre portefeuille. Toutes les intervenantes de la province sont invitées. Pour plus de détails, appeler Louissette Lamarre au "Pont" à Trois-Rivières (819) 373-1273.

Rivière-du-Loup: Ce n'est pas les idées qui manquent à cette table qui s'est faite un "brainstorming" sur les possibilités d'action lors de leur rencontre le 9 février. Il s'agit maintenant de faire consensus sur une cible commune qui semble s'orienter vers: les alternatives à la pénurie d'emploi. En effet les emplois ne pleuvent pas dans la région de Rivière-du-Loup et il est nécessaire de penser à la création d'emploi. Reste à savoir le "comment" et c'est sur ces sujets de discussion que les membres de la table s'orienteront dans les 3 prochaines rencontres d'ici juin.

Laurentides/  
Lanaudière:

A cru bon se dissocier du CIAFT à cause de notre définition du "membership" individuelle et associé. Nous comprenons que ces membres veulent venir avec leur "chapeau" d'institution et avoir le droit de vote. Nous nous penchons actuellement sur la possibilité de changements à envisager face au membership que nous pourrions proposer, s'il y a lieu, lors de la prochaine assemblée générale. Entre temps, nous déplorons ce désistement et nous aurions souhaité leur présence au congrès de fondation pour débattre leur position.

#### CONCLUSION

Nous constatons que les tables régionales correspondent à un besoin d'échange entre les intervenantes, que les problèmes sont similaires dans certaines régions, entre autres, celui du recru-

tement qui sans doute est rattaché en grande partie aux doubles messages reçus par les femmes au foyer à savoir: il n'y a pas d'emplois - le chômage demeure élevé! En même temps qu'on leur offre des programmes de retour au travail qui ne sont pas toujours très bien publicisés. Il arrive encore que ces femmes se soient risquées à s'adresser à leur centre d'emploi pour se faire dire qu'elles sont bien mieux à la maison... Il arrive aussi que les programmes de formation professionnelle ne correspondent pas toujours à la réalité du marché du travail de la région et s'ils correspondent il y a une longue liste d'attente.

Une autre constatation: le besoin de savoir quels seront les débouchés réels des emplois d'avenir? Comment savoir? Comment s'y préparer et préparer notre clientèle pour qu'elle soit "gagnante" et en mesure enfin d'envisager une véritable autonomie financière.

Il nous reste à garder en mémoire l'importance de ces concertations régionales pour donner des pistes d'action au CIAFT qui sera votre "représentant" en autant que vous serez là pour le supporter. Ces tables sont des réseaux de solidarité autour du noyau "CIAFT". N'oubliez pas d'y adhérer ou d'inscrire de vos collègues en remplissant le formulaire d'adhésion ci-joint. Pour plus de renseignements. (514) 844-0760

Lise Doyle

5. ANNONCES - ET - VOUS"Sexisme: naître Rose ou Bleu"

La Collective de la Coudée Franche inc. de Châteauguay, a produit une série de six cassettes sur le sexisme. Les thèmes sont:

- Cassette 1. "Sexisme et stéréotypes", "Attente, naissance et petite enfance".
- Cassette 2. "Conditionnement, jouets, école", "Le langage"
- Cassette 3. "La famille", "L'amour".
- Cassette 4. "Orientation et accès au travail - le Travail".
- Cassette 5. "Image, publicité, violence", "Histoire politique et pouvoir".
- Cassette 6. "La santé", "Le troisième âge", "Le mouvement des femmes pourquoi?".

Chaque thème a une durée de 30 minutes. Les cassettes s'utilisent facilement en groupe, elles suscitent une réflexion, un échange, une remise en question. On peut les arrêter après quelques minutes et prendre le temps de réfléchir et échanger. Un guide d'animation accompagnera les cassettes (en juin).

Chaque cassette coûte \$12.95. Pour se les procurer:

Info-Cassette  
800, rue Berri  
Montréal  
H2Y 3E7

Tél: 842-4389

Pour plus d'information: Jacqueline Jacques  
7, Place Valencia  
Châteauguay  
J6K 1B3

Tél: 691-9622

506, Ste-Catherine est  
 Suite 800  
 Montréal  
 H2L 2C7  
 Tél: 842-2766

RE-OUVERTURE  
 CENTRE DE DOCUMENTATION

CENTRE DE DOCUMENTATION, D'INFORMATION ET DE CONSULTATION SUR  
 L'EDUCATION DES ADULTES ET LA CONDITION FEMININE

Le centre de Documentation sur l'Education des adultes et la condition féminine est le résultat de la fusion du centre de documentation de l'ICEA et de Relais-Femmes de Montréal. Une nouvelle corporation est ainsi créée (le CDEACF).

ET VOUS OUVRE SES PORTES

---

COLLOQUE NATIONALE DE L'ASSOCIATION FEMININE D'EDUCATION ET  
 D'ACTION SOCIALE (AFEAS)

"Moi aussi j'travaille... au foyer"

LE 26 MAI A L'UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL, PAVILLON JUDITH JASMIN

Adresse pour l'envoi du bulletin d'inscription:

Secrétariat AFEAS  
 180, Dorchester est,  
 Bureau 200  
 Montréal  
 H2X 1N6

## BULLETIN D'INSCRIPTION

NOM: \_\_\_\_\_

ADRESSE: \_\_\_\_\_

no civique

rue

ville

code postal

no téléphone

CHOIX D'ATELIER:    La valeur du travail au foyer     (Veuillez indiquer votre  
                           La reconnaissance légale et financière     choix par priorité 1, 2, 3, 4, 5)  
                           Les relations familiales      
                           Les mesures sociales gouvernementales      
                           La santé des femmes au foyer   

RETOURNER POUR LE 4 MAI 1984

PREMIER COLLOQUE  
SUR  
LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS DE FORMATION  
AU QUEBEC

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

DU 23 AU 25 MAI 1984

Un colloque ouvert aux éducateurs,  
aux chercheurs et aux autres agents d'éducation  
de tous les milieux

AU PROGRAMME:

Communications d'experts invités  
Nombreuses présentations d'expériences en cours  
Accent sur la pratique  
Le point sur la recherche  
Echanges organisés entre les participants  
Prévision de l'action commune.

Colloque organisé conjointement

par

le Ministère de l'Éducation et l'Université de Sherbrooke

SUR DEMANDE...

- Des copies des statuts et règlements adoptés lors du Congrès de fondation du CIAFT sont disponible sur demande et seront distribuées en même temps que le procès verbal lors de la prochaine assemblée générale qui se tiendra en novembre prochain.
- 

SUR DEMANDE AUSSI...

- La bibliographie complète de l'atelier 3 du Congrès de fondation du CIAFT "Connaissance du marché du travail et suivi des femmes dans la recherche active d'un emploi, en emploi ou en stage".

Qui comprend: - Plan

1. Exploration des carrières et professions:
  - a) publication du fédéral
  - b) publication du provincial
2. Formation (cours offerts)
3. Recherche active d'emplois
  - a) documents
  - b) listes régionales
4. Références générales:
  - a) journaux et revues
  - b) livres

Le plan avait été omis lors de l'envoi du rapport du Congrès ainsi qu'une page qui comprenait la liste régionale.

## 6. OUVERTURES DE POSTES

Programme de retour au travail, projet C.O.F.F.R.E. à St-Jean 526, boul. Séminaire ouvre un concours pour remplacer l'animatrice/travailleuse sociale qui part en congé de maternité pour 6 mois.

Aussi ouverture d'un nouveau poste permanent d'animatrice à temps plein:

Exigences:

- Bacc. en sciences ou humaines
- expériences dans des projets de retour au travail un atout.

Pour plus d'information, téléphonez à Luce de Bellefeuille à 348-9254.

---

Le poste de permanente du CIAFT est ouvert pour un an à quatre jours/semaine, au 1600, Berri, bureau 210 Montréal H2L 4E6, 844-0760.

Fonctions:

- opérationnaliser et coordonner les différents comités et les activités;
- répondre à la correspondance;
- informer le C/A et assister à leurs réunions;
- collaborer à la recherche de subvention;
- faire le lien entre les tables de concertation;
- organiser le lobbying et la publicité du CIAFT;
- tenir la comptabilité à jour;
- tenir la documentation à jour.

Exigences:

- CEGEP ou l'équivalent;
- connaissance de la problématique de retour au travail des femmes;
- sens de l'initiative;
- sens des responsabilités;
- polyvalente.

Envoyer vos curriculum vitae au plus tard le vendredi 25 mai 84 à:

Claudette Lafrenière, prés.  
1600, Berri, bur. 230  
Montréal H2L 4E6

Le comité de sélection siègera dans la semaine du 28 mai.  
Les candidates retenues seront avisées quelques jours à l'avance.



SONDAGE SUR VOS BESOINS DE FORMATION

Suite à vos recommandations lors de la dernière assemblée générale nous nous sommes penchées sur vos besoins de formation. Ce sondage a pour but de clarifier les besoins prioritaires et les meilleures façons de procéder. Si nous utilisons les Services d'Education des Adultes comme moyen de financement des formateurs, nous devons être assuré d'une participation de quinze (15) intervenantes.

INDIQUEZ VOTRE ORDRE DE PRIORITÉ DE FORMATION:

- intervention féministe
- métiers non-traditionnels
- entrepreneurship
- bureautique et robotique
- autres: \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_

Si la formation se donne dans chaque région, croyez-vous pouvoir réunir quinze (15) intervenantes ?

Oui :  Non:

INDIQUEZ VOTRE ORDRE DE PRIORITÉ DE TYPE DE FORMATION:

- 2 journées de formation à Montréal
- 2 journées de formation à Québec
- colloque et assemblée générale - 9 heures de formation
- colloque et assemblée générale - 3 heures de formation
- formation dans vos régions - 30 heures
- formation dans vos régions - 2 jours
- autres: \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_

Envoi du sondage: CIAFT  
a/s Jacqueline Jacques  
1600, Berril suite 210  
MONTREAL, (Québec)  
H2L 4E6